

ASSEMBLÉE NATIONALE

1er février 2025

PLFSS POUR 2025 - (N° 622)

Commission	
Gouvernement	

SOUS-AMENDEMENT

N° 945

présenté par
M. Bazin

à l'amendement n° 176 de Mme Bazin-Malgras

ARTICLE 4

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce sous-amendement amendement du rapporteur général propose de circonscrire l'extension du bénéfice de l'exonération dégressive de cotisations patronales pour l'embauche de travailleurs occasionnels et demandeurs d'emploi (TO-DE) dans le secteur agricole aux saisonniers des entreprises de travaux forestiers (ETF), au lieu de l'ensemble des entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers (ETARF) comme le propose l'amendement AS63.

Les ETF ont en effet des besoins de main d'œuvre concentré dans le temps et connaissent des fragilités, bien expliquées dans un rapport remis en 2020 par la Cour des comptes à la commission des finances, auxquelles cet allègement apporterait une première réponse.

Par exemple, la Cour notait : « Les pratiques de fractionnement des contrats entre les travaux d'abattage, de débardage et de transport du bois relations commerciales sont également défavorables aux entreprises de travaux forestiers (ETF), qui ne peuvent souvent pas effectuer toutes les prestations de la forêt à l'usine (« rendu usine »), comme c'est la pratique dans d'autres pays. Ces entreprises, souvent unipersonnelles et confrontées à des coûts d'investissement importants, sont en position faible face à des donneurs d'ordre de grande taille et n'hésitant pas à dicter leurs conditions (délais de paiement, contrôle de la facturation)».

La récolte de bois, le reboisement, la production de matériaux de chauffage, la sylviculture et l'entretien des pistes étant de formidables outils pour le dynamisme de nos territoires, la résilience de nos arbres face aux incendies et la transition écologique, il est légitime de revenir sur une exclusion qui en une dizaine d'années n'a pas montré sa justification.